

Et demain : quitte ou double pour l'écologie ?

Veolia + Usbek & Rica





Et demain : quitte ou double pour l'écologie ?

Les crises sanitaires et les crises économiques sont étroitement liées. Née il y a un siècle et demi pour apporter de l'eau potable à des populations urbaines ravagées par les maladies hydriques, notre entreprise est bien placée pour le savoir.

Aujourd'hui, la pandémie de Covid-19 nous rappelle cette relation directe entre santé publique et économie. De locale et sanitaire, la crise du coronavirus est devenue mondiale, économique et sociale. En quelques semaines, cette crise atypique, qui marque le triomphe de l'improbable, nous a fait basculer dans une autre réalité et un autre futur. Face à la triste arithmétique de cette épidémie et des souffrances humaines qu'elle engendre, face aux désastres écologiques qui sont à la fois le signe de la puissance de l'homme et de son impuissance, Veolia poursuit ses activités au service des villes, des industries et de l'environnement, fort de ses réalisations qui contribuent à redonner espoir à nos sociétés inquiètes et à rouvrir un avenir qui semblait fermé.



En ce début de siècle mouvementé, nous vivons sous le signe non plus des changements permanents, mais des ruptures permanentes : ruptures sanitaires, ruptures écologiques, ruptures socio-économiques, ruptures géopolitiques... C'est pourquoi, à l'occasion du 50^e anniversaire de la Journée de la Terre, il a paru opportun à notre Groupe d'engager une réflexion prospective sur la crise environnementale et la crise économique résultant de la pandémie de Covid-19. Pour mener à bien ce projet, nous nous sommes associés à Usbek & Rica, le média qui explore le futur. Ensemble, nous avons interrogé des experts internationaux, provenant de disciplines variées et complémentaires, sur le thème « Et demain : quitte ou double pour l'écologie ? ». Qu'ils soient politologues, biologistes, climatologues, océanographes, agronomes, ou encore philosophes, diplomates, économistes..., ces spécialistes ont posé leurs regards croisés sur les enjeux complexes de ces crises qui se diffractent dans le temps. Explorer le futur, cette ambition peut paraître incongrue, alors que le monde est de plus en plus incertain et que la pandémie a souligné notre incapacité à imaginer les événements hors cadre. C'est aussi une gageure, parce que la dictature du court terme nous ramène sans cesse à un futur immédiat, « à bout portant ». En dépit de ces limites, l'exercice prospectif demeure nécessaire, pour permettre à chacun d'entre nous de tracer son chemin au milieu des désordres du monde. Car cette crise sanitaire, aussi violente et dramatique soit-elle, ne doit pas nous faire oublier l'après, ni l'action à long terme. C'est un fait : l'homme moderne vit à crédit écologique. Il vit aussi à crédit financier et dans la vulnérabilité sanitaire. Pour autant, la gamme des futurs possibles est large, allant du meilleur au pire. Ce sont ces frontières de l'avenir que ce document explore, sous le prisme de l'environnement, de l'économie et de la santé.



ANTOINE FRÉROT

Président directeur
général de Veolia,
Juillet 2020

Sommaire

p. 6

Préambule



p. 8

Dominique Bourg

*Philosophe, professeur honoraire
à l'Université de Lausanne*



p. 10

Julia Marton-Lefèvre

*Présidente du conseil d'orientation
stratégique de l'IDDRI, ancienne
directrice générale de l'Union
internationale pour la
conservation de la nature,
membre du comité des Critical
Friends de Veolia*



p. 12

Françoise Gaill

*Vice-présidente de la plateforme
Océan & Climat, ancienne
directrice de l'Institut écologie
et environnement du CNRS*



p. 14

Pierre Marc Johnson

*Président du comité de prospective
de l'Institut Veolia, ancien Premier
ministre du Québec*



p. 16

Magali Reghezza-Zitt

*Géographe de l'environnement
à l'École Normale Supérieure,
experte de la résilience des villes*



p. 18

Olivier Brousse

*Directeur Stratégie
et Innovation de Veolia*



p. 30

Céline Ramstein

*Spécialiste du changement
climatique à la Banque mondiale*



p. 23

Marion Guillou

*Agronome, ancienne directrice
de l'INRA (Institut national
de la recherche agronomique),
membre du Haut Conseil
pour le climat*



p. 26

Serge Morand

*Écologue de la santé,
chercheur au CNRS et au Cirad*



p. 28

Olivier Fontan

*Directeur du Haut Conseil
pour le climat*

Préambule

Depuis plus de 160 ans, Veolia exerce son métier de services à l'environnement dans le domaine de la gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie, et a su démontrer sa capacité à considérer les enjeux économiques, sociaux et environnementaux comme un tout indissociable. Début 2020, peu de temps avant que l'épidémie du coronavirus ne paralyse le monde entier, Veolia a affirmé son ambition d'être l'entreprise de référence pour la transformation écologique.

Aujourd'hui, engager cette réflexion prospective dans un contexte de crise économique, environnementale et sanitaire, où les outils de projections et prédictions sont mis à mal et repensés, est un défi majeur.

La prédiction dans ces domaines prend souvent deux formes; elle peut être un outil de validation d'hypothèses scientifiques ou bien une anticipation de futurs possibles. L'une contribue à former les connaissances quand l'autre aide à les appliquer.

Pour comprendre les changements actuels et concevoir des solutions dans une période où les paradigmes se transforment, nous avons donné la parole à dix expertes et experts de tous domaines, et pensé ensemble ces nouveaux futurs.

Parmi eux, se sont exprimés le philosophe Dominique Bourg, la spécialiste du changement climatique à la Banque mondiale Céline Ramstein, l'enseignante-chercheuse à l'ENS Magali Reghezza-Zitt, l'écologue de la santé au CNRS Serge Morand et le directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat Olivier Fontan.

Veolia a également pu compter sur cinq personnalités majeures de son écosystème, à commencer par Marion Guillou, agronome et membre du conseil d'administration de Veolia; Julia Marton-Lefèvre, environmentaliste et membre du comité des Critical Friends de Veolia; Françoise Gaill, océanographe et membre de la Fondation Veolia; Pierre Marc Johnson, ancien Premier ministre du Québec et président du comité de prospective de l'Institut Veolia; et enfin, Olivier Brousse, directeur Stratégie et Innovation de Veolia.

D'abord diffusés sous la forme d'interviews sonores, ces dix entretiens sont aujourd'hui réunis dans ce livret. Ce dernier a été pensé comme une sélection de regards croisés pour mieux appréhender la crise actuelle et ses conséquences.



« *La menace d'un retour au passé est malheureusement très puissante* »

Biographie

Dominique Bourg est philosophe et professeur honoraire à l'Université de Lausanne (Suisse). Ses domaines de recherche englobent l'étude de la pensée écologique, la construction sociale des risques, le principe de précaution, l'économie de fonctionnalité et la démocratie écologique. Président du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot jusqu'en janvier 2019, il s'est ensuite présenté aux élections européennes à la tête de la liste « Urgence écologie », qui défendait le principe d'écologie intégrale.



U&R Êtes-vous vraiment certain que nous ne reviendrons pas au monde d'avant ?

D.B. Dans un premier temps, nous risquons de revenir au monde d'avant. Ça a déjà commencé et Trump par exemple, qui est tout à fait emblématique dans le genre, en a profité. Il est dans la continuité de ce qu'il fait depuis qu'il est élu, il en a profité notamment pour finir de supprimer toutes les protections en matière de pollution automobile. Faut quand même le faire ! En France, le troisième volet de la loi sur l'urgence sanitaire permettait à un préfet ou au gouvernement de passer outre toutes les protections et toutes les normes habituelles. C'est assez étonnant ! La relance qui se prépare semble peu écologique.

La menace d'un retour au passé est malheureusement très puissante. Ça ne veut pas dire que cela se fera absolument, mais les chances pour que cela se fasse, au moment où je vous parle, sont très élevées. Tout simplement parce que la décennie dans laquelle nous allons entrer s'annonce écologiquement rude, particulièrement sur le plan climatique, sur fond de biodiversité en berne. Depuis 2018-2019, on voit bien que le climat a basculé. Mais il y aura encore d'autres conséquences dramatiques de notre incurie, de notre destructivité par rapport au système terrestre, qui feront que non, même si on fait les fous, cela ne perdurera pas très longtemps dans la décennie. On finira par être arrêtés.

U&R Pensez-vous que nous puissions sortir de cette crise sans croissance ? Autrement dit, est-ce qu'une écologie compatible avec la croissance est envisageable ?

D.B. Il n'y a pas d'écologie compatible avec la croissance. Ce n'est pas la peine de nous conter cette histoire. C'est une fable que l'on nous raconte depuis 40 ans... Ce qui détruit le système Terre, ce sont principalement les flux de matières et les flux d'énergies. Ils sont directement corrélés à nos niveaux de vie et de consommations matérielles. En résumé, la croissance verte n'existe pas. Il faut que l'on arrête de parler de cela ; c'est une absurdité, c'est un mensonge !

Effectivement, la seule solution qu'on a pour se sauver, c'est tout simplement de réduire nos consommations. Et comme cela concerne les plus riches évidemment, c'est ce qui rend la chose moins probable. Et pourtant nous savons que notre bien-être dépend peu de l'accumulation de babioles.

U&R Ne craignez-vous pas alors qu'en sortie de crise la situation ne polarise la société autour d'une crise sociale ?

D.B. Si, mais cette crise sociale, si jamais on sait la surmonter, c'est pour entrer à nouveau dans une crise beaucoup plus grave, quasi définitive en termes environnementaux. Si vous avez une élévation de la température de 2 °C de

plus par rapport au XIX^e siècle en moyenne sur Terre, vous avez déjà quelques jours dans l'année où, dans la zone intertropicale humide, il y aura des moments où nos capacités de régulation thermique seront saturées. Vous n'arriverez plus à évacuer la chaleur de votre corps, la température interne montera au-delà de 41 °C et vous mourrez. Moi, je veux bien, mais je préfère être chômeur. Et si on consomme moins d'énergie, on va au contraire aller vers une intensité de travail qui va exploser, en réorganisant la société, mais évidemment avec des revenus qui seront moins élevés.

Toute la difficulté, c'est qu'il nous faut des moyens transitoires, un consensus en faveur d'une sobriété relative et un resserrement des inégalités. C'est une refonte complète de la société à laquelle on devrait procéder, avec une grande partie du chemin dans les dix ans. Pas gagné !

Il s'agit d'un effort considérable avec des buts fixés qui sont très clairs : réduire la concurrence, aiguillon du toujours plus, baisser les niveaux de production, réduire le nombre des objets, réduire les activités extractives, faire verser l'agriculture vers l'agroécologie, une politique de resserrement des inégalités, etc. C'est quelque chose qui pourrait recueillir un assentiment populaire, mais cela suppose que les gens aient vraiment bien compris la situation où nous sommes. Je pense que c'est en cours, mais de loin pas achevé. C'est le moyen de répondre à la crise du chômage, sans réoccasionner une crise environnementale effrayante.

• 21 avr. 2020

« Il est fort possible que cette pandémie nous vienne directement de la nature »

Biographie

Julia Marton-Lefèvre est une spécialiste de la politique environnementale. Elle a été la directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature, rectrice pour l'Université de la paix, une institution académique internationale mise en place par l'ONU, et directrice du programme LEAD International de la Fondation Rockefeller. Au cours de sa carrière, elle a reçu de nombreuses distinctions de la part de différents pays et organisations, y compris le prix de la coopération scientifique internationale de l'Association américaine pour l'avancement des sciences. Elle est membre du comité des Critical Friends de Veolia*.

* Comité créé en 2013 par Veolia dans le but de construire un espace de réflexion collective. Il s'agit d'enrichir le haut management de l'entreprise du regard d'observateurs externes issus des mondes associatif, institutionnel et académique et de représentants de parties prenantes de l'entreprise sur des sujets stratégiques en lien avec sa responsabilité sociale, sociétale et environnementale pour nourrir et accompagner la démarche de progrès continu du Groupe.



U&R De quelle manière la crise actuelle nous invite-t-elle à reconsidérer notre rapport au vivant ?

J.M.L. Nous venons de fêter le 50^e anniversaire de la première Journée mondiale de la Terre. L'affiche pour cette première célébration est encore très connue avec son message simple: « L'ennemi, c'est nous. »

La crise que nous traversons est une menace pour la santé humaine ainsi que pour la santé de notre planète, car elle est aussi très liée aux autres crises dont on parle depuis des années: le changement climatique et la perte de la biodiversité. Il est fort possible que cette pandémie nous vienne directement de la nature où, avec notre appétit immense, nous faisons des intrusions importantes. Nous devons rapidement réconcilier les êtres humains avec la nature, qui nous fournit après tout les services essentiels pour notre santé, pour notre nourriture, de l'eau et pour notre capacité à faire face au changement climatique.

Dans le récent rapport de Destin Commun sur les divisions dans la société française, on voit que, pour près de 7 Français sur 10, la protection de l'environnement est un enjeu rassembleur qui peut nous unir. Et je pense que ceci est vrai dans beaucoup d'autres pays. Le problème, malheureusement, c'est qu'il y a encore beaucoup à faire pour que cette compréhension fasse partie des décisions de nos gouvernements pour que la nature puisse continuer à nous soutenir.

U&R Ce changement de paradigme sera-t-il suivi d'effets sur le plan politique ou pensez-vous que la recherche de la reprise économique finira par l'emporter ?

J.M.L. J'espère vraiment que nous, les êtres humains, serons capables d'apprendre de cette expérience partagée, pour la première fois, avec tous les autres pays, développés et en voie de développement. Cette fois-ci, nous sommes tous dans le même bateau et un retour à nos habitudes d'avant, une fois que nous sortirons de cette crise, n'est plus un choix.

Je pense que nous avons enfin compris à quel point nous dépendons les uns des autres, et que nous dépendons d'une planète saine où nous et les générations à venir pouvons vivre dignement.

Les gouvernements, le secteur privé et nous tous devons prendre ceci au sérieux et nous mettre d'accord rapidement sur les mesures à prendre. Nous avons, après tout, démontré que nous sommes capables de faire face à une crise avec énergie, rapidité et efficacité. Si nous sommes capables d'être plus généreux envers les autres et envers notre planète, cette expérience pénible aura valu la peine et nous pourrons imaginer des vraies célébrations à venir de la Journée de la Terre.

U&R Quelles alternatives proposez-vous pour éviter de renouer, en sortie de crise, avec une économie dévastatrice pour l'environnement

qui ruinerait tous les efforts déjà consentis ?

J.M.L. Merci pour cette question qui, pour moi, est très importante! Si nous sommes d'accord que la santé humaine est très liée à la santé de la planète, il faut qu'on traite ces sujets ensemble. À mon sens, cela représente un défi structurel, car nous avons toujours préféré le travail en silo, au niveau national ainsi qu'international.

Au niveau national, par exemple, les ministères de la Santé ou de l'Agriculture, ou bien les organisations des Nations unies pour la santé ou pour l'agriculture ne parlent pas beaucoup entre eux, ni à leurs collègues de l'environnement. La convention des Nations unies sur la biodiversité est complètement séparée de celle sur le climat, comme si la nature avait des frontières. Et ces organes ne font malheureusement pas assez attention aux impacts économiques et sociaux de la perte de la nature ou de la santé. On doit faire un effort sérieux de rapprochement de ces questions et enfin, arrêter de travailler en silo. Ceci va demander du courage politique, mais, si c'est fait, je suis sûre que nous serons mieux équipés pour faire face aux défis interconnectés.

• 28 avr. 2020

« Les écosystèmes sont encore résilients et c'est un message d'espoir »

Biographie

Françoise Gaill est biologiste, spécialiste des écosystèmes profonds océaniques. Elle a commencé ses recherches au Muséum national d'histoire naturelle. Elle a dirigé le département Environnement et Développement durable du CNRS (Centre national de la recherche scientifique), puis l'Institut écologie et environnement du CNRS. À présent, elle est la vice-présidente Science de la plateforme Océan et Climat et fait partie du conseil d'administration de la Fondation Veolia*.

* Depuis 2004, la Fondation Veolia soutient des projets d'intérêt général, sans but lucratif, concourant au développement durable des territoires, et cela partout dans le monde. Ses efforts se concentrent autour de trois domaines d'actions :

- l'urgence humanitaire et l'aide au développement ;
- l'accompagnement vers l'emploi et le lien social ;
- la protection de l'environnement et de la biodiversité.

Depuis sa création, la Fondation a soutenu plus de 1 500 projets et mené plus de 200 missions de compétences.



U&R Depuis le début du confinement, nous avons beaucoup entendu parler des animaux réinvestissant les montagnes, les champs, les littoraux, les villes, mais moins de ce qui se passait en haute mer. Comment réagissent la faune et la flore sous-marines depuis le début de cette période ?

F.G. Nous n'avons pas tellement de données, parce qu'en général nous ne suivons que ce qui est visible. Or l'océan, c'est surtout l'invisible. En revanche, il y a une chose qui est intéressante, c'est que, dans certaines zones littorales, dont la France d'ailleurs, nous avons vu réapparaître des dauphins et des baleines que nous n'avions pas vus depuis très longtemps et ça a fait plaisir à tout le monde. Ce qui veut dire aussi que finalement les écosystèmes sont encore résilients et c'est un message d'espoir.

On a vu aussi à Venise quelque chose de formidable, c'est la qualité de l'eau, d'un point de vue visuel, qui s'est améliorée; elle est transparente, ce qui donne la possibilité aux habitants de pouvoir retrouver ce qu'est véritablement un écosystème marin. On voit le fond avec des algues, avec des crustacées, c'est fabuleux.

U&R Selon vous, quels risques courent la planète et les océans si en sortie de crise nous choisissons

finalement de recommencer comme avant ?

F.G. C'est très simple, nous allons devoir faire face à une augmentation de la température de l'eau; l'océan se réchauffe avec le changement climatique. Si cette température augmente, cela signifie qu'il y aura des conséquences pour un certain nombre de paramètres comme l'oxygène. L'océan va perdre son oxygène, et une perte d'oxygène dans certaines zones, qu'on appelle les zones anoxiques, entraîne la mort de toute une communauté de poissons et annonce également des conséquences économiques.

Sinon, il va y avoir aussi un phénomène d'acidification puisque l'émission de gaz carbonique dans l'atmosphère a des conséquences pour les gaz à effet de serre, et l'acidification de l'océan peut entraîner par exemple des pathologies pour les mollusques.

Ça veut dire que l'ensemble de la vie marine peut être influencé par le changement climatique, jusqu'à un certain point, que nous n'avons pas encore bien évalué du point de vue du GIEC, qui est ce qu'on appelle les *tipping points*, c'est-à-dire les points de non-retour de catastrophe, où l'ensemble de l'écosystème va s'épuiser, va disparaître.

U&R À votre avis, quels sont les chantiers prioritaires sur lesquels nous devrions agir en sortie de crise pour préserver les océans et donc notre planète ?

F.G. La première des choses, c'est d'avoir la conscience que tout est lié, et c'est ce qu'on appelle la vision écosystémique. Il s'agit de faciliter la prise de conscience du fait que tout est lié, et on en a la preuve avec le coronavirus. Tout est lié et donc il faut faire prendre conscience de l'opportunité qui nous est donnée aujourd'hui pour réinventer une nouvelle société, de nouveaux échanges. Introduire dans nos raisonnements l'existence de la nature et sa nécessaire fonctionnalité, ça me paraît être ce qui nous manque le plus aujourd'hui, à nous citoyens, surtout citadins. Du point de vue des représentations, le fait que l'on ait à apprendre l'ABCD de l'océan à l'école, c'est quelque chose qui serait important.

Ensuite, je pense qu'il faut absolument que tout investisse, tout financement des activités en ce moment soit quand même lié à l'écoconditionnalité. Ça, c'est un principe intangible.

• 5 mai 2020

« Le monde dans lequel nous avons vécu nous privait de beaucoup de choses »

Biographie

Pierre Marc Johnson est médecin et avocat de formation, il se lance ensuite en politique et occupe la fonction de Premier ministre du Québec en 1985. Il est également le négociateur en chef du CETA (accord économique et commercial global entre le Canada et l'UE) pour la province du Québec. Il est aujourd'hui président du comité de prospective * de l'Institut Veolia **.

* Comité de prospective de l'Institut Veolia : créé en 2001, il a pour but d'accompagner l'Institut et d'orienter son développement. La réputation internationale de ses membres, les connaissances spécifiques qu'ils apportent, chacun dans son domaine – sciences humaines, économie, santé publique, sciences du climat –, constituent une caution scientifique de haut niveau. À l'issue des réunions du comité, l'Institut décide des futurs thèmes de recherches et de conférences.

** Depuis 2001, l'Institut Veolia est une plateforme d'analyse et d'échange qui contribue à enrichir les réflexions du Groupe et sa vision prospective sur les grands enjeux planétaires. L'Institut aborde les sujets au carrefour entre la société et l'environnement, comme le changement climatique, la résilience des villes, etc.



U&R De quelle manière la crise actuelle impacte-t-elle les échanges commerciaux aujourd'hui dans le monde ?

M.J. D'abord, il y a des restrictions importantes sur la mobilité des personnes. Dans le fond, il peut y avoir du commerce sans mouvements de personnes mais, en général, nous sommes habitués aux mouvements des personnes aux frontières qui s'occupent de transporter ce qui est biens matériels. Deuxièmement, toute l'industrie des services et l'industrie du tourisme sont brutalement affectées, pour un certain temps encore, et on peut s'attendre à ce qu'il y ait beaucoup de consolidation du côté des entreprises à cause de cela. En pratique, l'Organisation mondiale du commerce nous parle d'une diminution qui va varier entre 13 % et 35 % du commerce mondial, pour cette période. Évidemment, c'est un immense écart, du simple au double, mais nous avons peu d'expérience contemporaine dans ces matières. Donc le commerce est assez durement affecté.

U&R Doit-on s'attendre à ce que cette crise sanitaire et la prise de conscience environnementale qui l'accompagne atténuent les échanges commerciaux futurs ou au contraire la relance économique finira-t-elle par les ré-intensifier à nouveau ?

M.J. Oui, il y a une prise de conscience environnementale. C'est intéressant parce qu'elle est venue par les sens. On peut voir le Parlement à Delhi, alors qu'il est à distance, parce qu'il y a moins de smog, on peut voir les Himalayas très distinctement parce qu'il n'y a plus de smog, il y a moins de pollution, on a l'impression de respirer un air plus pur, on entend plus d'oiseaux qu'avant. Donc, je crois que, pour beaucoup de citoyens, il est devenu évident que le monde dans lequel nous avons vécu était un monde qui nous privait de beaucoup de choses. Pourtant, ça ne signifie pas que les politiques publiques vont changer de façon radicale. Pourquoi? Parce que la dichotomie ou l'altérité entre environnement et économie est toujours là dans de nombreux pays. Malgré la prise de conscience populaire, la dichotomie économie-environnement va continuer de jouer à de nombreux endroits et je crois que ça fera partie du décor. Cependant, précisément parce qu'il y a eu une grande sensibilité de la population à des changements radicaux, peut-être verra-t-on dans certains pays une capacité des États à intervenir d'une façon un peu plus radicale en matière d'environnement. L'État décidera de voir les enjeux environnementaux non pas seulement comme un secteur où il y a des contraintes législatives ou réglementaires, mais un secteur où il y a de l'investissement à faire. Et cela, pour moi, c'est un peu une source d'espoir, qu'on mesure enfin la capacité de l'investissement environnemental en termes de production de biens et services qui favorisent l'ensemble de la société et qui favorisent l'emploi.

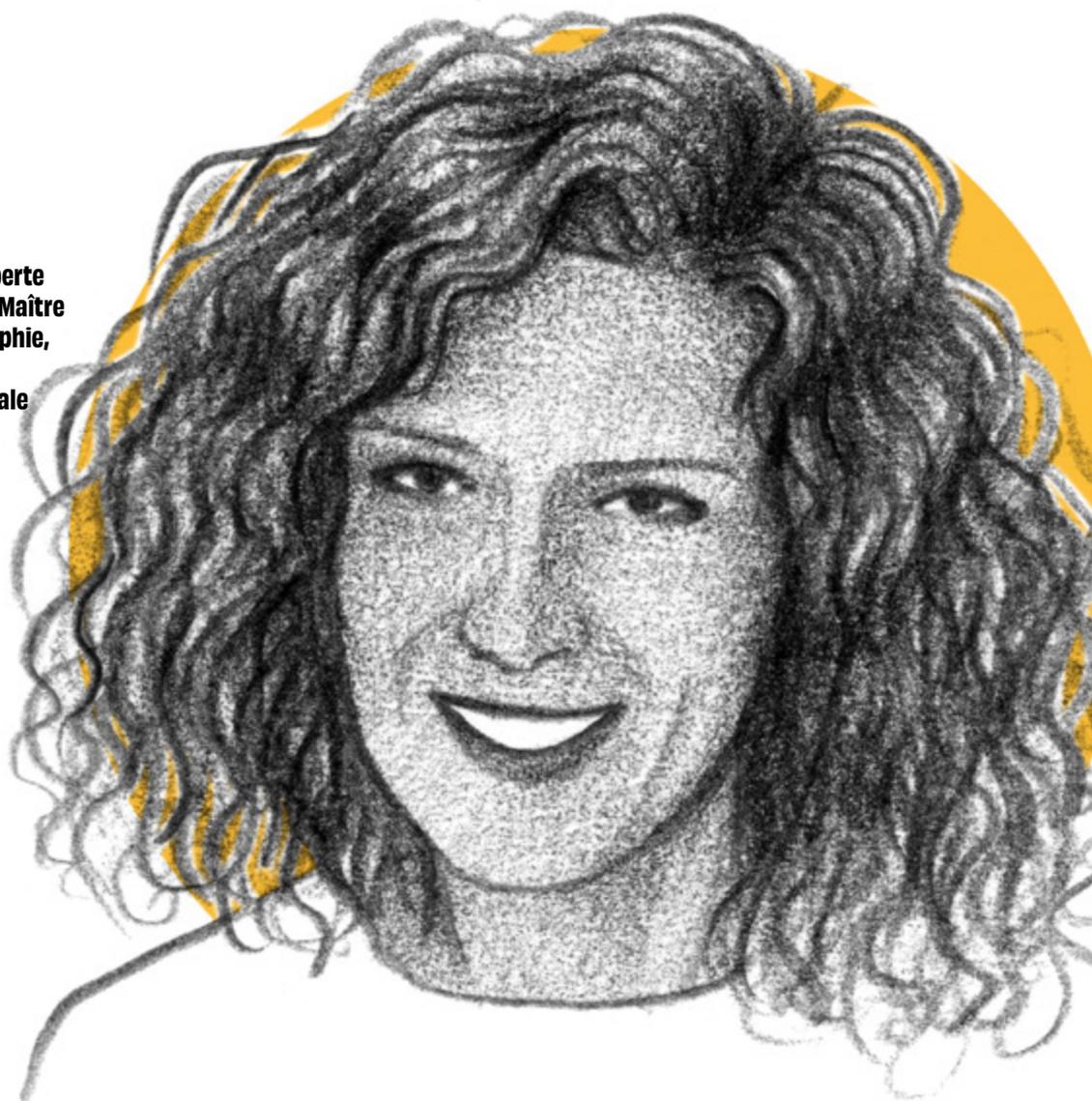
U&R La crise a mis en évidence des failles dans cette économie mondialisée et complètement interdépendante. À votre avis, à quelle échelle va-t-on devoir repenser nos économies ?

M.J. Pour la plupart des pays de l'OCDE, n'importe où entre 15 % et 45 %, quand ce n'est pas 60 % de leur économie, dépend du commerce extérieur. Alors imaginez-vous si on devenait complètement autarcique, du jour au lendemain, ce serait pire que le Covid! Ce serait extrêmement déstructurant. Cela dit, je pense que nous allons assister à des changements d'une certaine importance non seulement dans le matériel de santé mais aussi autour des questions liées à l'alimentation, ou encore simplement autour de la recherche de l'emploi chez soi. Et là, les gouvernements vont subir une pression énorme des lobbies de tous les secteurs industriels, mais je ne crois pas que nous assisterons à la fin de l'OMC ou des traités de libre-échange pour autant. Nous verrons certaines recherches d'assouplissement des règles de non-discrimination pour donner un peu plus de pouvoir interventionniste aux États, et favoriser les industries nationales. C'est la vraie boule de cristal: le monde va-t-il vraiment changer ou l'humanité va-t-elle décider de continuer ce qu'elle fait, c'est-à-dire détruire l'environnement jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien? Il faut souhaiter que le monde change mais il ne changera pas aussi rapidement qu'on le souhaiterait. • 13 mai 2020

« *La requalification de nos espaces publics est primordiale* »

Biographie

Magali Reghezza-Zitt est géographe de l'environnement à l'École normale supérieure et experte de la résilience des villes. Maître de conférences en géographie, habilitée à diriger des recherches à l'École normale supérieure, elle est aussi spécialiste des *natural disasters studies*, de la gestion de crise et de l'adaptation au changement climatique.



U&R L'hypermobilité et la ville dense ont été tenues responsables de la propagation du coronavirus. Doit-on interpréter cette crise sanitaire comme une remise en question de nos modes de vie très urbains, très métropolitains ?

M.R.Z. Il est évident que les modes de vie actuels ont favorisé une contagion rapide de ce virus. Cependant, il faut être prudent dans l'analyse. On se rend compte que cette contagion a aussi été favorisée par d'autres facteurs qui sont liés à des mécanismes notamment d'inégalités. La mobilité est en effet un facteur de propagation de l'épidémie mais on ne peut pas séparer la mobilité de l'ensemble des autres paramètres. Il faut ainsi se montrer prudent car la ville dense a aussi un certain nombre d'avantages d'un point de vue écologique. La question des mobilités peut elle aussi poser problème: par exemple, les transports en commun sont aujourd'hui des solutions alternatives très importantes à la voiture individuelle. Ils supposent évidemment des contacts mais ils permettent aussi de se passer d'un certain nombre de véhicules qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre. L'épidémie de Covid-19 peut avoir un effet extrêmement négatif et encourager des pratiques qui ne sont pas soutenables du point de vue environnemental et qui vont créer à terme de nouveaux risques sanitaires et des risques plus environnementaux comme des catastrophes naturelles. Par ailleurs, il faut rappeler qu'une ville, c'est un endroit de

densité, c'est un endroit de contacts, et ces interactions sociales sont fondamentales pour l'innovation et pour la vie en société. Un des risques de l'épidémie du coronavirus, c'est que la distanciation sociale devienne permanente et que l'on perde les avantages de la concentration, de la densité et des échanges.

U&R À votre avis, de quelle manière nos villes et nos usages vont-ils s'adapter à la crise pour être plus résilients face à ce genre de catastrophes ? Autrement dit, à quoi pourrait ressembler un urbanisme favorable à la santé et respectueux de l'environnement ?

M.R.Z. Il est pour l'instant très difficile de répondre à cette question parce qu'on sait que la crise du Covid-19 va entraîner des conséquences longues, notamment d'un point de vue économique et social. On risque d'avoir des difficultés à investir dans ces nouvelles formes urbaines. Modifier une ville, c'est extrêmement long. Les réflexions qui ont été engagées dans les années précédentes vont forcément ressurgir, par exemple sur la rénovation des bâtiments, la rénovation thermique, la reconstruction de réseaux plus résilients en termes d'eau, ou encore en matière de transition énergétique et de mobilités...

La question des espaces publics, est fondamentale dans les villes européennes et elle se pose justement après le Covid puisqu'on voit bien que la pratique de l'espace public est modifiée par la contagion. Or, cet espace public,

il est fondamental pour le bien-être des individus, mais aussi pour la démocratie. Nos villes sont construites autour de ces espaces publics. Nous avons dès lors besoin de requalifier ces espaces pour qu'ils soient davantage tournés vers l'écologie, qu'ils permettent d'avoir les bons gestes mais aussi d'avoir en cas d'épidémie cette distanciation sociale. C'est vraiment toute une éducation autour des espaces publics, il s'agit de leur retrouver un sens car ils sont essentiels pour l'identité des villes européennes. Nous n'aurions pas obligatoirement les mêmes problématiques si nous étions aux États-Unis ou au Canada, mais, dans l'urbanisme européen et en particulier en France, la requalification de ces espaces publics est primordiale.

Il y a aussi tout un enjeu plus large d'aménagement du territoire urbain lorsque nous nous posons ces questions: où habitons-nous? où travaillons-nous? Le télétravail n'est pas nécessairement une solution durable parce qu'il a beaucoup d'impacts sur la société et les individus. Il crée aussi des effets négatifs car il nécessite beaucoup de serveurs, de stockage, de matériel informatique, ça n'est pas non plus très écologique. Il y a davantage un travail à faire pour parvenir à repenser les lieux, les interactions et les déplacements au sein de la ville plutôt que de vouloir recréer par des moyens techniques la vie d'avant.

Aujourd'hui, il y a un défi très fort pour les villes de s'adapter aux risques du futur et d'arbitrer entre différents risques, car on sait que certaines adaptations à court terme deviendront contre-productives sur le long terme.

• 20 mai 2020

« Nous ne résoudrons pas les problèmes environnementaux au détriment du corps social »

Biographie

Olivier Brousse est le directeur Stratégie et Innovation de Veolia. Ancien directeur du groupe Saur et de John Laing, à Londres, entreprise spécialisée dans la réalisation de grands projets d'investissements dans les infrastructures (transport, énergies renouvelables, santé, propreté), il a également occupé le poste de directeur général adjoint de Veolia Transport.



U&R La crise actuelle nous conduit à nous interroger sur le sens et l'utilité que nous donnons à notre travail. Qu'en est-il aujourd'hui chez Veolia ?

O.B. Chez Veolia, l'utilité est au cœur de l'ADN du Groupe. C'est ce qui fait du Groupe depuis le 19^e siècle un expert reconnu mondialement dans les métiers de l'eau, des déchets, de l'énergie, c'est-à-dire les métiers de l'environnement. Notre PDG, Antoine Frérot, depuis plusieurs années déjà, développe cette vision de l'entreprise, qui selon lui doit être utile pour être prospère, et non pas l'inverse. C'est le fondement de notre réflexion, de l'action du Groupe et de notre plan stratégique.

Aujourd'hui, évidemment, en pleine crise du Covid, on voit bien que les enjeux sanitaires et environnementaux sont étroitement liés, et d'ailleurs je pense que la communauté scientifique s'accorde à le dire. Ça renforce encore l'utilité de nos métiers puisque, qu'il s'agisse de la qualité de l'eau potable que l'on distribue, des eaux usées que l'on traite, de la qualité de l'air, de la collecte des déchets ou de la pollution des sols, nos métiers sont aujourd'hui encore plus utiles que dans une période normale. Maintenant plus que jamais, à la lueur de la crise sanitaire qui devient une crise économique, nous devons analyser, perfectionner cet équilibre entre les objectifs financiers, sociétaux, environnementaux de façon à rendre notre entreprise plus résiliente et plus utile.

U&R Il y a de nombreuses entreprises dont le cœur d'activité n'est pas, comme vous,

intrinsèquement tourné vers des solutions alternatives plus respectueuses de l'environnement. Si l'on supprime certaines de ces activités néfastes pour l'environnement, comment faire pour épargner toutes les masses salariales liées au « monde d'avant » et aujourd'hui sérieusement menacées ?

O.B. C'est un sujet fondamental et complexe. L'environnement ne pourra pas gagner au détriment des salariés qui le servent. Il ne s'agit pas de supprimer des activités néfastes pour l'environnement, il s'agit d'investir dans leur transformation, d'inventer de nouveaux modèles économiques, de nouvelles chaînes de valeur, plus durables et plus résilientes. C'est une démarche que la crise va probablement accélérer puisque la population a bien conscience que quelque chose ne fonctionne pas dans l'approche que l'on a de l'environnement et de la planète. Mais, encore une fois, nous ne résoudrons pas les problèmes environnementaux et le changement climatique au détriment du corps social et du salariat, donc il faut emmener tout le monde dans cette transformation.

Au sein du groupe Veolia, par exemple, nous avons fait de la réduction des gaz à effet de serre une de nos priorités. Non seulement pour nos propres émissions, mais également pour nos clients, pour les territoires, les collectivités, ou les entreprises. Et, encore une fois, nous essayons d'établir des modèles économiques et sociaux qui permettent de réduire progressive-

ment ces émissions sans qu'il y ait de victimes, parce que sinon ça ne marchera pas.

U&R L'une des particularités de Veolia, c'est que l'entreprise peut compter sur un comité indépendant baptisé Critical Friends qui la conseille sur les questions sociales et environnementales. Comment ce comité peut-il vous accompagner dans la transition écologique et dans la gestion de la crise que nous traversons ?

O.B. Ce comité des Critical Friends il est pour nous très important. Il a été créé en 2013, avec des membres d'associations, d'ONG et des experts en questions sociales et environnementales. C'est un cercle extrêmement qualifié, qui opère dans un contexte qui lui permet d'être critique, constructif, et d'aider l'entreprise à faire face inévitablement aux contradictions et aux challenges auxquels nous faisons face dans la vie pratique. Tout cela avec une ambition: être extrêmement exigeants avec nous-mêmes. C'est justement ce concept de «*friends*» qui peuvent nous critiquer qui nous permet de nous améliorer en permanence dans un environnement dans lequel l'erreur n'est plus permise. Aujourd'hui, comme on le sait, les enjeux sociaux, économiques et environnementaux sont au cœur de l'avenir de la planète. Donc ce comité des Critical Friends pour nous est essentiel.

• 27 mai 2020

« *La prochaine crise est déjà là, c'est la crise environnementale* »

Biographie

Céline Ramstein est spécialiste du changement climatique à la Banque mondiale, notamment des questions de tarification du carbone. Auparavant, elle a coordonné les activités de l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales) liées à la COP21, et a été en poste à l'ambassade de France à Washington, sur les questions environnement et climat.



U&R Aujourd'hui, on a d'un côté la Commission européenne, qui prépare un Green Deal pour amortir la crise, et de l'autre des gouvernements nationaux qui soutiennent des secteurs polluants mais néanmoins pourvoyeurs d'emplois comme l'aviation civile et l'automobile ou qui reviennent même sur leur législation environnementale. Comment interprétez-vous ces injonctions contradictoires ?

C.R. Nous vivons une période tout à fait particulière dans laquelle nous avons l'impression que beaucoup de gouvernements se posent des questions. En même temps, il faut agir très rapidement pour faire face à la crise sociale. Après, il s'agit de réfléchir à comment répondre à toutes ces questions d'une façon qui peut être compatible avec la prochaine crise, qui d'une certaine façon est déjà là, c'est la crise environnementale.

Ce que nous essayons de regarder, c'est que beaucoup de politiques peuvent être bénéfiques pour créer de l'emploi et à la fois pour l'environnement. Dans les pays comme la France ou plus largement en Europe, où il y a un vivier d'emplois dans le secteur de la rénovation énergétique, nous pouvons montrer que l'État peut investir et créer beaucoup plus d'emplois tout en ayant des bénéfices pour l'environnement, pour le climat, etc.

Ceux-ci seront beaucoup plus importants si l'État s'engage dans la rénovation des bâtiments ou dans la rénovation énergétique plutôt que dans d'autres secteurs qui seraient certes pourvoyeurs d'emplois mais pauvres en avantages au niveau environnemental. Un autre exemple, ce sont les énergies renouvelables par rapport aux énergies plus traditionnelles et plus polluantes. Nous avons maintenant à notre disposition beaucoup de rapports qui montrent qu'elles créent de nombreux emplois directs et indirects, ce qui est très important à prendre en compte.

U&R Face à une telle crise économique, on pourrait s'imaginer qu'il est plus facile de faire une relance verte dans les pays en développement, quand tout reste à faire, plutôt que dans les pays de l'OCDE, où il faut complètement refonder un système de pensée. Qu'en est-il exactement dans les pays en développement ?

C.R. Je ne sais pas si c'est plus facile. Ce qui est sûr, c'est que nous sommes une banque de développement, nous sommes attachés aux questions financières et aux questions de moyens. Les pays pauvres seront moins aptes à répondre à cette crise d'abord sanitaire et ensuite sociale, ils disposent aussi de moins de moyens pour construire cette relance. Les plans de relance que nous

voyons arriver en Europe ne se passent pas de la même façon dans les pays en développement, malheureusement. Ils n'ont pas, en anglais on dit souvent les *deep pockets*, des poches assez profondes pour récupérer tout l'argent dont ils auraient besoin pour faire la relance. C'est là que nous intervenons. Nous essayons de les aider à pouvoir faire cette relance.

Dans les pays en développement dans lesquels nous opérons, c'est vrai qu'on ne travaille pas sur une relance verte, on travaille sur le développement durable. C'est-à-dire comment ils arriveront à créer plus d'emplois pour leurs populations, notamment pour les populations jeunes en Afrique, qui manquent de travail, ou comment ils arriveront à répondre à ces priorités de développement d'une façon qui soit compatible avec l'environnement.

Pour le dire plus simplement, dans les pays en développement, nous allons construire de nouvelles choses et l'enjeu est de démarrer tout de suite de façon durable, en s'inscrivant dans une trajectoire durable ; là où, dans les pays développés, la plupart des choses sont déjà construites, il s'agit davantage de reconstruire mieux ou d'améliorer l'existant, ce qui est évidemment plus difficile et plus cher.

Avec l'accord de Paris, a émergé l'idée que tout le monde doit s'investir, les trajectoires des émissions sont tellement mauvaises et nous avons tellement émis au cours des dernières décennies qu'on ne peut plus l'ignorer. Ce n'est plus un choix de « les pays développés doivent le faire, les pays en développement ne doivent ➔

pas le faire ». Maintenant, on est dans une situation où il faut que tout le monde s'y mette. En revanche, la question demeure : comment gère-t-on les questions d'équité ? qui paie ? etc.

U&R À votre avis, quels types de politiques publiques pourraient nous aider à décarboner durablement nos économies ?

C.R. Je travaille beaucoup sur les questions de tarification du carbone, perçues par beaucoup d'économistes comme le moyen le plus efficace de réduire les émissions et d'atteindre les objectifs climat. Dans la réalité, ça peut être un peu plus compliqué, on peut penser à des paquets de politiques publiques ou on pense à des taxes carbone, à des marchés carbone mais aussi à tout un tas d'autres incitations. L'important étant que, lorsqu'un investisseur ou un consommateur fait des choix, il soit plus difficile et plus coûteux d'aller dans une direction qui n'est pas compatible avec le climat.

Très clairement, tout cela doit s'accompagner d'opportunités et d'alternatives. Si c'est une punition, que vous êtes quand même obligés de prendre votre voiture tous les jours en payant juste plus cher, vous n'allez pas forcément changer vos comportements. À plus forte raison si vous n'avez pas la possibilité d'avoir des voitures plus efficaces ou d'avoir des transports publics, etc. Il est important de penser la globalité de ces éléments-là.

Beaucoup de pays ont mis en place au niveau national ou au

niveau local des politiques de taxes carbone et de marchés carbone comme, par exemple, en Californie, en Colombie-Britannique au Canada, au Québec ou même au Chili. Les revenus servent à financer ces alternatives ou à financer la recherche et le développement dans le secteur de l'énergie et des transports ou bien ils sont tout simplement recyclés auprès des consommateurs.

Il existe un autre élément très important pour donner les bonnes incitations à un niveau plus macro. Lorsque nous faisons aujourd'hui des plans de relance et lorsque demain nous repenserons nos budgets pour les années qui viennent, comment prendrons-nous en compte cet aspect climat ? Comment allons-nous internaliser un prix climat pour nous permettre de nous préparer à l'avenir ? Il s'agit aussi de prendre en compte toutes les conséquences de la pollution sur la santé, sur le temps perdu dans des embouteillages... Il existe un grand nombre de manières économiques pour y parvenir, et l'internalisation de ce prix du carbone pour juger les plans de relance me semble aujourd'hui fondamentale.

• 20 mai 2020

« *La crise sanitaire n'empêche pas que les transformations de fond persistent* »

Biographie

Marion Guillou est agronome, ancienne présidente-directrice générale de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et membre du Haut Conseil pour le climat.

Elle est spécialiste de la sécurité alimentaire mondiale et ingénieure des ponts, des eaux et des forêts. Elle est actuellement présidente d'Agreenium, où elle entend faire coopérer enseignement supérieur et recherche agronomique sur des projets nationaux et internationaux. Elle est également membre du conseil d'administration de Veolia.



U&R La crise environnementale et la crise sanitaire semblent nous obliger à repenser notre système agricole et alimentaire. Pourtant, aucune pénurie alimentaire ne s'est véritablement produite pendant le confinement. Le risque n'est-il pas que certains cherchent à faire l'économie d'une telle réforme de notre système ?

M.G. On ne sait pas encore ce que chacun voudra faire, mais cette crise du Covid-19 a montré que l'agriculture et la santé étaient des biens essentiels et qu'il fallait s'arranger pour pouvoir garantir leur accès en toutes circonstances. Le fait d'avoir une agriculture puissante et efficace en France a été un vrai atout; nous disposons d'industries agroalimentaires réparties sur tout le territoire et ainsi tous les bassins ont pu être approvisionnés. Notre système de distribution ne s'est pas arrêté de travailler et je pense que la valeur de l'alimentation est réapparue avec cette crise. Mais la crise sanitaire momentanée n'empêche pas que les transformations de fond persistent. Les changements de fond se traduisent par un besoin de s'adapter et d'éviter autant que possible que le changement climatique soit un changement trop majeur. C'est aussi le besoin de revenir à une meilleure gestion des ressources naturelles comme l'eau et le sol pour qu'elle soit durable. Ce sont des paramètres de fond

qui vont rester avant comme après le Covid. Je pense que c'est une des leçons que nous pouvons retirer de cette crise sanitaire terrible dont j'espère nous sortirons bientôt.

U&R En ce moment, on parle beaucoup de souveraineté alimentaire. Or, on le sait, le marché agricole est aujourd'hui mondialisé et les agriculteurs doivent gérer de plus en plus de grandes exploitations pour produire à grande échelle et ensuite écouler leurs stocks dans le monde entier. Comment assurer aux agriculteurs une véritable transition écologique sans occasionner de la production à perte ou du gaspillage alimentaire par exemple ?

M.G. Lorsqu'on parle de souveraineté alimentaire, on pense à l'échelle européenne. Il faut alors avoir en tête que parler de souveraineté alimentaire, ce n'est pas restreindre la production agricole française. C'est plutôt d'être certains que, pour les marchés et les biens essentiels, nous n'avons pas de dépendances dangereuses ou de mono-dépendances à certains pays qui risquent de couper l'approvisionnement. Deux choses à faire à ce moment-là: d'abord, diversifier les zones desquelles on importe et, deuxièmement, redémarrer, lorsque c'est possible en Europe, à des conditions éco-

nomiquement et écologiquement acceptables pour les acteurs. Si aujourd'hui les acteurs cultivent beaucoup de céréales (et presque uniquement des céréales), c'est parce que, sur le plan économique, c'est ce qu'il y a de plus rentable. Il faut ainsi donner à la fois des signaux politiques mais aussi des signaux de marché et aussi une aide à la transition. Cela s'organise notamment grâce à l'aide de la politique agricole commune, si nous arrivons à la réorienter suffisamment pour être incitative pour les agriculteurs. À l'avenir, il faudra à la fois assurer une certaine souveraineté alimentaire et en même temps poursuivre un certain nombre d'échanges agricoles au niveau mondial. En effet, dans certaines zones du monde, la population ne pourra jamais être autosuffisante en productions agricoles. Par exemple, en Afrique sub-saharienne, dans ce qu'on appelle la zone Moyen-Orient et africaine, il n'y aura pas d'autosuffisance alimentaire, donc on ne va pas se mettre à affamer des continents entiers. Donc la circulation de biens agricoles dans le monde est indispensable et restera indispensable, d'autant plus qu'avec le changement climatique — nous avons vu ce qu'il s'est passé en Australie avant la crise de 2008 — il peut y avoir des sécheresses soudaines qui font que, dans telle ou telle zone de production, la production baisse à un moment donné de manière drastique.

U&R On a souvent cru que les innovations technologiques allaient sauver la filière agricole, que ce soit avec la mécanisation

**ou avec la chimie.
Aujourd'hui, la
situation nous
permet d'en douter.
Comment
imaginez-vous
l'agriculture
de demain ?**

M.G. D'abord, je l'imagine très diverse puisqu'en diversifiant les cultures sur une exploitation agricole, en ayant plus de cultures qui alternent dans une exploitation, de fait, écologiquement, on entretient plus de biodiversité. Au-delà de ça, nous avons besoin de la technologie mais une technologie qui joue avec la terre, avec le sol, avec l'eau, avec la biodiversité sans les négliger. Une manière de mesurer le carbone dans le sol nous permettrait, si on avait des méthodes efficaces et rapides, de rémunérer les agriculteurs qui captent plus de carbone dans les sols. C'est sans doute un des réservoirs d'avenir afin de lutter contre le changement climatique.

• 10 juin 2020

« Il faut se concentrer sur les solidarités écologiques »

Biographie

Serge Morand est écologue de la santé au CNRS, chercheur au Cirad (recherche agronomique pour le développement), et épidémiologiste de terrain basé en Thaïlande. Il enseigne également à la faculté de médecine tropicale de l'Université Mahidol à Bangkok. Spécialiste en écologie parasitaire, il mène par ailleurs des études sur les impacts des changements planétaires globaux (changement climatique, changement d'usage des terres).



U&R Vous êtes l'auteur de l'ouvrage *La Prochaine Peste*, publié dès 2016. Selon vous, cette épidémie était ainsi prévisible ?

S.M. Oui, complètement prévisible. Il suffit de regarder les données du nombre d'épidémies depuis les années 1940, qui sont en pleine augmentation et qui continuent d'augmenter au moins jusqu'en 2010. C'est lié à la grande accélération du nombre d'animaux domestiques, et particulièrement du nombre de vaches. Au même moment, on est passé, entre 1960 et 2018, de 500 millions de passagers aériens par an à 2,5 milliards de passagers, soit une augmentation de 1300 %. À la même période, on assiste à une augmentation du nombre d'espèces menacées selon les critères internationaux de l'UICN, et une augmentation des épidémies sur les humains et sur les animaux domestiques.

Que se passe-t-il ? Localement, c'est cette augmentation des animaux domestiques qui entraîne une baisse de l'immunité. Les habitats se sont transformés pour les nourrir, la déforestation a suivi, nous perdons ainsi en biodiversité. Cette régulation, qui faisait que ces microbes se transmettaient à très bas bruit, s'amointrit. Ils se transmettent désormais beaucoup plus facilement, par des animaux et y compris à des humains qui sont là, de façon beaucoup plus simple. C'est le résultat local de la globalisation. Dans un deuxième cas, c'est la mobilité humaine qui est importante, dès que l'on se trouve dans une grande ville, la connexion aérienne fait qu'on est transmis partout.

U&R À première vue, le lien entre santé et environnement peut paraître contre-intuitif puisque plus la biodiversité est forte, plus on a de maladies infectieuses, et pourtant moins il y a d'épidémies. Comment cela s'explique-t-il d'un point de vue scientifique ?

S.M. Comprendre la relation entre biodiversité et émergence de maladies infectieuses ou d'épidémies, c'est comprendre ce qu'est la biodiversité. La biodiversité, ce n'est pas simplement un nombre d'espèces, y compris d'ailleurs de parasites et de virus, c'est d'abord des régulations et des interactions. C'est cela dans des milieux fort riches en biodiversité mais aussi en habitats divers. C'est un peu cette complexité, la régulation : c'était la régulation des prédateurs sur les proies, ces proies qui peuvent être des réservoirs, la régulation des prédateurs sur des vecteurs qui peuvent être aussi des vecteurs de virus, elles sont importantes pour finalement faire circuler à très bas bruit des maladies infectieuses. C'est ce qu'on appelle aussi des services écosystémiques de régulation des maladies infectieuses, et la perte de biodiversité engendre la perte de ces régulations. Donc finalement, nous allons favoriser la transmission.

U&R Aujourd'hui, certains défendent une réconciliation entre les humains et la nature, d'autres plutôt une sanctuarisation

de la nature. On parle également de marchandiser des services écosystémiques que se rendraient mutuellement les zones naturelles et les zones habitées. À votre avis, de quelle manière doit-on changer notre rapport à la nature ?

S.M. C'est exactement cela, ça se joue à trois niveaux. Le premier serait de se dire : on se sépare, on sépare la nature des humains. C'est repris par certains tenants de la conservation et par certains philosophes. C'est la considération de la moitié de la planète d'Edward O. Wilson. On préserve la moitié de la planète et puis sur le reste les humains peuvent faire ce qu'ils veulent. Ça ne marchera pas car nous avons une planète globale.

Le deuxième niveau, serait d'envisager de faire entrer la nature dans le marché. C'est un peu la vision des services écosystémiques. D'ailleurs, ces services écosystémiques au niveau de la régulation des maladies, lorsqu'on connaît tous les problèmes du marché, ne sont pas forcément les meilleures solutions. Il existe des dérives et ils ne vont pas forcément traiter des causes. Je serais plutôt de la troisième partie, qui est de se concentrer sur les solidarités écologiques, pour reprendre le mot de Raphaël Mathevet. C'est-à-dire, reconsidérer l'idée qu'il faut travailler sur une sociale-écologie de la santé qui doit favoriser la résilience des territoires, la résilience écologique et la résilience face aux risques sanitaires.

• 16 juin 2020

« La relance ne doit pas être grise, elle doit être la plus verte possible »

Biographie

Olivier Fontan est directeur exécutif du Haut Conseil pour le climat, une institution créée en 2019 qui a pour objectif de renforcer la gouvernance de la politique climatique en France. En tant que diplomate, il a participé à des négociations internationales sur le climat : de la COP20 à la COP24 jusqu'à la négociation de l'accord de Paris ou encore la préparation du premier One Planet Summit.



U&R Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que la sortie de crise et la relance doivent intégrer l'urgence climatique. Selon vous par quoi cela doit-il passer exactement ? Quelles sont vos recommandations concrètes ?

O.F. L'idée, c'est vraiment de placer les enjeux climatiques au cœur des plans d'après la crise, à la fois pour réduire notre vulnérabilité et notre exposition collective aux chocs externes (parce qu'il y aura encore des chocs climatiques), et en matière d'émissions pour aller vers la neutralité carbone. Ce que nous disons, c'est que la relance doit être la plus verte possible, pas grise. Il faut donc intégrer un ensemble de mesures vertes dans les plans de relance, et en cela, se démarquer des décisions qui avaient été prises après la crise de 2008 et 2009. En France, on avait eu une série de mesures vertes relativement modestes, un petit peu plus prononcées aux États-Unis ou en Allemagne, mais ces mesures étaient surtout contrebalancées par des mesures grises beaucoup plus importantes en termes de volumes financiers. Finalement, elles ont maintenu l'économie dans une trajectoire beaucoup trop carbonée. C'est exactement le genre de mesures que nous ne devons pas prendre dans les plans de relance de cette année.

Un certain nombre de choses peuvent être faites: on peut déjà prendre le positif, tabler sur les changements de comportements auxquels nous avons assistés pendant le confi-

nement. Typiquement, le développement du vélo, le développement du télétravail quand c'est possible... En termes d'investissements, il faut évidemment s'orienter davantage vers des infrastructures bas carbone comme les énergies renouvelables, les transports décarbonés, qui sont en plus des secteurs qui peuvent tout à fait être créateurs d'emplois, des emplois qui de toute façon un jour seront perdus dans les secteurs carbonés.

U&R Les premières mesures qui ont été prises ne tiennent pas toujours compte de l'urgence climatique et de la protection de l'environnement. À quoi cela est-il dû selon vous ?

O.F. Il y a évidemment une énorme pression sur l'ensemble des gouvernements de la planète, c'est la pression de la crise économique et sociale. C'est l'enjeu classique de l'emploi, qui est une question absolument légitime et importante. Mais ça n'empêche pas qu'elle peut être pensée dans le cadre et en coordination avec la transition bas carbone.

Les études dont nous disposons au niveau international montrent que la transition bas carbone n'est pas du tout incompatible avec l'emploi. Globalement, elle aurait un effet neutre sur l'emploi. Au niveau mondial, on gagnerait quelques dizaines de millions d'emplois, ce qui sur le volume global est marginal. En tout cas, ce que nous savons, c'est que ce n'est pas du tout incompatible. Ce n'est pas parce qu'on a une

transition bas carbone qu'on va nuire à l'emploi. La difficulté aujourd'hui pour les gouvernements, c'est de prendre des mesures qui à la fois répondent à la demande d'emplois à court terme et qui assurent la transition bas carbone à moyen ou à long terme. Cela est compliqué parce que nous ne l'avons que rarement, voire jamais, fait. Forcément, face à ces doutes, le terrain est assez fertile pour les lobbies traditionnels, pour faire valoir leurs intérêts et obtenir des soutiens publics, fondés sur les impôts des citoyens, sans trop de conditionnalité. Ou alors avec des engagements à long terme que personne ne vérifiera et, une fois arrivé à ce terme, il n'y aura aucun des responsables d'aujourd'hui pour en répondre.

U&R Avez-vous ailleurs dans le monde des exemples de plans de relance post-Covid particulièrement respectueux de l'environnement et qui pourraient être inspirants pour d'autres pays ?

O.F. Actuellement, les plans de relance sont en train d'être définis. Début juin, on en est encore là, il y a très peu de plans de relance qui ont été publiés. Un des premiers à avoir été présentés comme enveloppe globale, c'est celui de l'Union européenne, qui a annoncé une importante enveloppe de 750 milliards d'euros pour mettre en œuvre les recommandations du Pacte vert européen. Le plan de relance de l'Allemagne a aussi été annoncé. Ce qui est intéressant, c'est qu'en →

Allemagne, c'est l'une des premières fois qu'il n'y a pas de plan de relance spécifique pour la voiture (pourtant il y a une vieille tradition industrielle et politique derrière la voiture thermique). C'est une bonne illustration du principe de « ne pas nuire ». Au-delà des plans de relance, il faut aussi garder à l'esprit que cette année, en 2020, les États parties à l'accord de Paris doivent présenter de nouvelles contributions nationales. Ce sont les plans d'investissement que les États doivent présenter tous les cinq ans, qui démontrent leur engagement à réduire leurs émissions. Évidemment, avec la crise sanitaire, tout cela est un peu bouleversé. Reste que les contributions nationales doivent être présentées cette année et c'est une excellente occasion pour que l'ensemble des plans de relance définis par les États s'inscrivent complètement dans la perspective de ces contributions nationales. Donc je pense que nous pouvons attendre un rôle de la France, qui a tout de même eu une responsabilité dans la négociation de l'accord de Paris. Ensemble, conjointement avec le Royaume-Uni, président de la COP26 à venir l'an prochain, nous pouvons faire des démarches internationales et inciter l'ensemble de nos partenaires à bien garder en tête la coordination entre les plans de relance qu'ils veulent mettre en place et la nécessité d'améliorer leurs contributions nationales vers une économie décarbonée.

• 24 juin 2020

Nous souhaitons remercier tout particulièrement

Équipes

Rédaction en chef

Usbek & Rica

Antoine Frérot, Veolia

Fanny Demulier, Veolia

Entretiens

Ines Edel-Garcia, U&R

Chefs de projet

Emma Viallet, U&R

Romain Bourcier, U&R

Julia Lasry, U&R

Jeanne Tirel, Veolia

Contributeurs externes

Dominique Bourg

Julia Marton-Lefèvre

Françoise Gaill

Pierre Marc Johnson

Magalie Reghezza-Zitt

Olivier Brousse

Céline Ramstein

Marion Guillou

Serge Morand

Olivier Fontan

Les contributeurs Usbek & Rica

Illustration

Kevin de Neufchatel

Marie Casays

Direction artistique

Marine Benz

Florent Texier

Secrétariat de rédaction

Jeanne El Ayeb

Ubiquis

Impression

Aubin

Traduction

Kate Maidens

Pour avoir partagé
avec nous leur vision
des conséquences
économiques et sociales
de la crise du Covid19.



